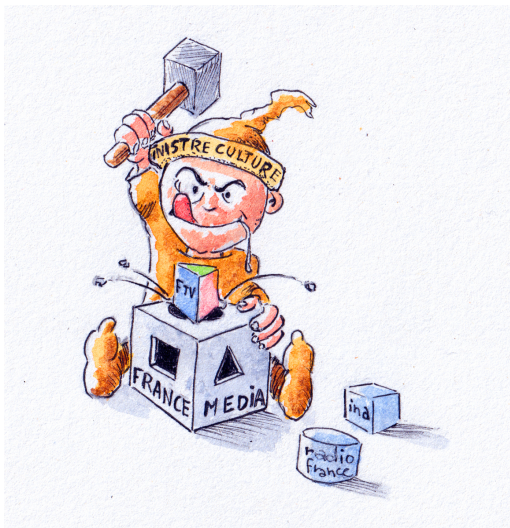


# Liminaire au CSE Siège

22 mai 2024

## Fluctuat Nec Mergitur



Une fois de plus, un gouvernement qui, plutôt que de s'occuper du dérèglement climatique, des 9 millions de français sous le seuil de pauvreté, de l'évasion fiscale ou des néo nazis qui défilent dans les rues de la capitale, ne trouve pas d'autre urgence que de s'attaquer à reformer une énième fois l'audiovisuel public. Comme si c'était la priorité des priorités, la préoccupation principale des Français.

Une réforme en chassant une autre, dès demain les grandes manœuvres vont commencer à l'Assemblée, ou les basses œuvres.

Le sort de 13 000 salariés, en englobant Radio France, est entre les mains d'une femme et de celui qui l'a nommée.

Celle-ci n'a aucune compétence en matière d'audiovisuel qu'importe !

Son ambition clairement affichée est de conquérir la Mairie de Paris.

Autant dire que l'on se doit d'être inquiet.

La volonté est de créer une BBC à la française. Quelle belle idée ! Sauf que cela fait juste 40 ans que ce mantra est répété régulièrement, alors... Est-ce vraiment leur intention ?

La BBC, c'est 21 000 salariés, soit 8000 de plus que l'entreprise unique proposée. C'est un budget de 6,2 milliards, 75% plus élevé que celui de Radio France et France Télévisions réunis, donc est-ce bien ça le projet ?

Surtout que leur objectif est de réduire les coûts. Il est donc sérieusement permis d'en douter.

Ce que l'on peut redouter en revanche, c'est le retour vers la bonne vieille ORTF de « Mon général ».

Réunir les présidences pour mieux les contrôler, n'avoir qu'un seul interlocuteur plutôt que deux, réduire encore plus les budgets, la précarité menant toujours à la docilité...

A l'heure où des humoristes sont convoqués par la police, où tout un service public de radiodiffusion se met en grève pour défendre la liberté d'expression, que des émissions emblématiques sont supprimées sans explications, et que de l'autre côté de la Seine, le directeur de la rédaction dîne à l'Élysée pour se voir reprocher d'être « trop à gauche » et repart avec comme instruction de laisser sur l'étagère tous les sujets qui dérangent avant les élections européennes, on a déjà une petite idée du projet.

D'ailleurs on constate que le message est bien passé. Avez-vous vu cette belle soirée « Diplomatie » le 9 mai dernier ? 2h15 de clip de campagne pour la liste de la majorité présidentielle tout cela 4 semaines avant une élection ?

L'Arcom n'a rien vu, en long ce week-end, mais plus grave, les téléspectateurs non plus n'ont rien vu.

3,1% d'audience, 3 fois moins que les programmes habituels du jeudi sur cette tranche horaire. On est au-delà de l'accident industriel.

Mais soyons rassuré, la stratégie d'entreprise est très claire, l'accent est mis sur la « Résonnance » plutôt que « L'Audience ». C'est pour ça qu'une des rares émissions traitant de l'écologie sur France TV, « **Vert de rage** » est supprimée. Raison invoquée ? Trop de buzz avant, donc plus assez d'audience après, l'exact contraire de la feuille de route servie aux salariés.

Faire l'opposé de ce que l'on dit, on en a pris l'habitude.

Souvenez-vous de La suppression de France Ô. Cette chaîne s'est éteinte au moment même où la direction annonçait un pacte de visibilité des Outre-mer.

Et Nowu, le média numérique consacré à l'écologie en direction des jeunes.

Supprimé ! Pourtant l'écologie est au cœur des préoccupations de France Télévisions. Quel talent !

Tout indique que c'est bien l'ORTF que le gouvernement souhaite reconstruire, absolument pas la BBC, en essayant de faire rentrer

une maison ronde dans un bâtiment triangulaire. A moins que ce ne soit l'inverse.

Filmer la radio ou radio diffuser le son de la télévision ? Telle est la question !

On entend déjà les termes qui sont toujours les prémisses du désastre.

« Synergie », « mutualisation », « productivité », dont la traduction est sans ambiguïté : Moins de personnel, pour travailler plus, en étant payé moins.

**France Télévisions et Radio France** sont de magnifiques paquebots.

Ces changements de cap incessants fragilisent leur structure, les salariés sont formés pour affronter les tempêtes, les vagues naturelles de la société qui évolue sans cesse, sans temps calme, mais faire face une fois de plus à des dépressions créées artificiellement, devoir affronter du mauvais temps pour de sombres destins politiques plutôt que de se concentrer sur leurs missions, les salariés de l'audiovisuel public en ont assez !

La prétendante à la Mairie de Paris ferait bien de méditer la devise de la ville :

**« Fluctuat nec mergitur »**

**« Il est battu par les flots, mais ne sombre pas. »**

Paris, le 22 mai 2024